

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 JUILLET 1920.

Projet de loi relatif à la création et à l'organisation de la Fondation Nationale
des Combattants de la Guerre 1914-1918.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le Gouvernement Belge, en déposant le présent projet de loi, atteste de son profond désir de reconnaître une fois de plus les incomparables services que la vaillance de notre armée a rendus au pays.

Comme le précise un tableau annexé, la Belgique entière se rendra compte des dépenses importantes que la Nation s'est empressée d'accepter pour honorer d'une manière spéciale l'éclat de certains concours et pour atténuer dans quelque mesure le préjudice que la guerre a causé aux combattants ou à ceux qu'ils ont laissés derrière eux.

Il est à remarquer que la Belgique, dans cet ordre d'idée, a fait plus que n'importe quel autre pays et que, nulle part, l'esprit de solidarité ne s'est traduit d'une façon aussi large.

La constitution d'une « Fondation Nationale des Anciens Combattants », essentiellement gérée par eux et dotée d'avantages importants que l'état de prospérité du pays et l'importance du devoir à remplir permettront de fixer annuellement, réalise une initiative dont l'inspiration ne se retrouve chez aucun autre peuple. Telle qu'elle est conçue et ainsi que le préciseront ses statuts, cette institution permettra d'apporter aux anciens combattants une aide tutélaire pendant vingt ans, c'est-à-dire jusqu'à l'heure, où l'on peut légitimement espérer que les traces douloureuses de la guerre se seront effacées, tout au moins au point de vue matériel.

D'autre part, le terme fixé correspondra à l'époque où les anciens combattants toucheront presque tous la rente affectée aux chevrons de front.

En abandonnant aux anciens combattants, d'une façon générale, la direction effective du nouvel organisme, le pays marquera sa confiance en leur sagesse et en leur esprit de prévoyance. Elle substituera à toute intervention administrative, compliquée et peut-être paperassière, l'action diligente et zélée des anciens

combattants eux-mêmes, uniquement préoccupés d'apporter leur fraternel concours à leurs camarades plus particulièrement éprouvés.

La création de la Fondation repose sur la volonté qu'aucun combattant ne puisse être amené à supporter le préjudice que la guerre lui a causé, si ce préjudice a toute autre origine que le fait qu'un citoyen belge, pendant plus de quatre années, s'est donné tout entier à la défense de son pays. Avoir déserté l'atelier, les champs ou l'école pour servir sa patrie, c'est un titre de gloire qui se suffit à lui-même et qui ne peut être rehaussé par rien et notamment par l'allocation d'une somme d'argent. Cette forme d'hommage serait aussi contraire à l'esprit même de nos soldats, tel que la guerre l'a fait briller aux yeux du monde, qu'à la tendance moderne qui repousse le mercenariat sous toutes ses formes.

La Nation cependant ne saurait accepter qu'un défenseur du pays ne soit pas efficacement protégé, s'il ne recueille pas au retour, dans la société civile, une situation au moins équivalente à celle qu'il occupait à l'heure de la paix. Elle ne saurait davantage rester indifférente au fait que l'homme qui a accompli son devoir sans faiblesse, se trouve sans assistance pour restaurer son foyer dévasté, ou soutenir sa famille éprouvée. Ce sont là des infortunes que la guerre a créées et dont la paix doit supporter la charge douloureuse qui ne peut grever le soldat de la victoire.

C'est ici que la collectivité a le devoir d'intervenir généreusement par une dotation périodique dont la répartition sera assurée par la Fondation nouvelle suivant les principes que consacre le projet de loi.

D'autres projets, dus à l'initiative parlementaire, ont vu le jour et trouvent leur base dans une autre conception. Ils ont tous le tort grave et essentiel de mettre sur le même pied tous les anciens combattants et de leur accorder forfaitairement une indemnité égale, quelle que soit leur situation personnelle.

Ce système empirique et sommaire créerait la plus évidente iniquité. Si le pays doit sa garde tutélaire à ceux qui continuent à souffrir de la guerre, il ne peut songer, à l'heure difficile que nous traversons, à apporter une part nouvelle de ses ressources au profit de ceux qui trouvent dans leur propre force ou dans l'assistance naturelle des leurs, les moyens de vivre dignement. A ceux-là, il incombe, pour le bien du pays, d'ajouter encore l'apport de leur travail aux services que la guerre leur a donné l'honneur de rendre à la Patrie. Enfin, ces projets aux conséquences très lourdes, ne tiennent aucun compte de l'état des finances publiques. S'ils étaient adoptés, ils créeraient tout de suite une situation difficile et même inextricable. Ils rompraient l'équilibre budgétaire, sans qu'il soit possible, dans l'état économique actuel, de se procurer par l'impôt ou par l'emprunt le supplément d'actif indispensable.

Les anciens combattants ne sauraient accepter, qu'après avoir sauvé le pays, au prix de tant d'héroïsme et de dévouement et à l'heure où ils n'avaient pour les soutenir que la foi dans l'idéal, ils pussent risquer aujourd'hui, pour des prétentions injustifiées, de compromettre le crédit de la Belgique et son relèvement progressif.

Le Ministre de la Défense Nationale,

P.-E. JANSON.

Projet de loi relatif à la création et à l'organisation de la Fondation nationale des combattants de la Guerre 1914-1918.

Wetsontwerp aangaande het tot stand brengen en de inrichting van het Nationaal Fonds voor de strijders van den Oorlog 1914-1918.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense Nationale.

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives.

ARTICLE PREMIER.

Il est institué une Fondation Nationale des Combattants de la Guerre 1914-1918.

ART. 2.

La Fondation Nationale a pour mission essentielle d'assurer la réparation du préjudice que la Guerre a pu causer aux anciens combattants. Cette réparation ne couvrira pas le dommage résultant uniquement du fait de la suspension du travail professionnel ou de l'arrêt dans les études. Par contre, elle sera accordée à ceux qui, du fait de leur éloignement du pays, n'auront pas retrouvé au retour une situation maté-

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers ingediend worden.

EERSTE ARTIKEL.

Er wordt een Nationaal Fonds voor de strijders van den Oorlog 1914-1918 ingericht.

ART. 2.

Het Nationaal Fonds heeft voor voornaamste opdracht het herstel te verzekeren van het nadeel dat de oorlog aan de oud-strijders heeft kunnen berokkenen. Dit herstel zal de schade niet vergoeden die alleen voortkomt uit het feit der onderbreking in hunne beroepsbezigheden of hunne studiën. Het zal daarentegen toegestaan worden aan hen die, uit hoofde van hun verblijf buiten het land, bij hunnen terugkeer, geen

rielle au moins égale à celle dont ils jouissaient avant le 1^{er} août 1914. L'indemnité allouée pourra être payée par fractions annuelles.

ART. 3.

La Fondation intervient au profit des anciens combattants qui, par suite de maladie, chômage, charges exceptionnelles de famille se trouveraient dans le cas de réclamer de la collectivité un droit de protection.

ART. 4.

La Fondation Nationale veille à l'application des lois et arrêtés élaborés en faveur des ex-combattants, elle crée ou encourage en faveur de ces derniers des organismes divers pouvant améliorer leur sort matériel et moral; elle prend ou provoque auprès du Gouvernement les mesures jugées utiles en faveur des anciens combattants.

ART. 5.

Afin de remplir sa mission, la Fondation Nationale reçoit, pendant vingt ans, à partir de l'année 1921, une dotation dont le montant annuel sera fixé par les Chambres. Cette dotation est pour l'année 1921 de cinquante millions.

ART. 6.

La Fondation Nationale des Combattants de la Guerre 1914-1918 jouit, à dater de l'approbation de ses statuts par arrêté royal, de la personnification ci-

stoffelijken toestand hebben wedergevonden ten minste gelijk aan dezen waarin zij vóór 1^o Augustus 1914 verkeerden. De toegestane vergoeding kan uitbetaald worden bij jaarlijksche gedeelten.

ART. 3.

Het Fonds biedt hare tusschenkomst aan ten voordeele der oud-strijders die ten gevolge van ziekte, werkeloosheid, buitengewone familielasten in 't geval zouden verkeerren om van de gemeenschap recht op bijstand te eischen.

ART. 4.

Het Nationaal Fonds let op de toepassing der wetten en besluiten welke ten voordeele der oud-strijders werden uitgevaardigd; het brengt tot stand en het steunt ten hunnen voordeele alle inrichtingen welke hun stoffelijk en zedelijk lot kunnen verbeteren; het neemt ten gunste der oud-strijders gepast geoordeelde maatregelen of het lokt deze uit vanwege de Regeering.

ART. 5.

Om zijne opdracht te vervullen ontvangt het Nationaal Fonds, twintig jaar lang, met ingang van 't jaar 1921, eene begiftiging waarvan het jaarlijksche bedrag door de Kamers zal vastgesteld worden. Voor het jaar 1921 bedraagt deze begiftiging vijftig millioen.

ART. 6.

Vanaf de goedkeuring zijner standregelen bij Koninklijk besluit bezit het Nationaal Fonds voor de strijders van den oorlog 1914-1918 de rechtsper-

vile dans les limites et sous les conditions déterminées par la présente loi.

ART. 7.

La Fondation Nationale des Combattants de la Guerre 1914-1918 a la capacité de faire tous les actes juridiques qui sont relatifs à l'accomplissement de sa mission légale.

ART. 8.

La Fondation ne peut toutefois posséder, en propriété ou autrement, d'autres immeubles que ceux nécessaires à l'accomplissement de sa mission, tels que locaux destinés à ses bureaux, à ses réunions, aux bibliothèques, coopératives, etc.

ART. 9.

Les donations entre vifs ou par testament au profit de la Fondation n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées conformément à l'article 910 du Code Civil.

L'arrêté qui autorisera, au profit de la Fondation, l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble sera compris fixera, s'il y a lieu, le délai endéans lequel l'immeuble devra être aliéné.

ART. 10.

Les actes et pièces généralement quelconques, relatifs à l'exécution du règlement organique de la Fondation, tous actes, certificats, copies et expéditions, délivrés à cette œuvre, sont exempts des droits de timbre et de greffe; ils sont enregistrés gratis, lorsqu'il y a lieu, à la formalité d'enregistrement.

soonlijkheid binnen de in onderhavige wet bepaalde perken en voorwaarden.

ART. 7.

Het Nationaal Fonds voor de strijders van den oorlog 1914-1918 is bevoegd om alle rechtelijke handelingen aangaande het volbrengen zijner wettelijke opdracht.

ART. 8.

Het Fonds mag echter, in eigendom of anders, geene onroerende goederen bezitten dan diegene die noodig zijn tot het volbrengen zijner opdracht, zooals lokalen voor zijne bureelen, vergaderingen, bibliotheken, samenwerkende inrichtingen, enz.

ART. 9.

De schenkingen onder levenden of bij uitersten wil hebben maar uitwerksel voor zooveel zij de goedkeuring meedragen overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek.

Het besluit waarbij goedkeuring van het aanvaarden eener gift waarin een onroerend goed is begrepen, dient, zoo daartoe aanleiding bestaat, den datum te bepalen waarop het onroerend goed moet vervreemd worden.

ART. 10.

De akten en over 't algemeen onverschillig welke stukken betrekkelijk de uitvoering van het organiek reglement van het Fonds, alle akten, getuig- of bewijsschriften, afschriften en verzenningen aan dit werk afgeleverd, zijn vrij van zegel- en griffierechten; zij worden kosteloos geregistreerd wanneer er tot registratiepleegvorm aanleiding bestaat.

Les prescriptions ci-dessus ne s'appliquent pas aux contrats portant acquisition, à titre gratuit ou onéreux, d'immeubles en propriété, usufruit ou jouissance.

Les affiches de la Fondation sont exemptes du droit de timbre.

ART. 11.

La Fondation jouira de la franchise postale pour toute correspondance émanant d'un Comité, ainsi que pour toute correspondance envoyée à l'adresse du président d'un Comité.

ART. 12.

L'administration de la Fondation est confiée à un Comité central général de trente membres, nommés par arrêté royal.

La moitié de ce Comité central est élu par les combattants de tout grade, ayant figuré à un moment quelconque sous les drapeaux entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918. L'autre moitié des membres du Comité central est désignée par le Ministre de la Défense Nationale et choisie exclusivement parmi les anciens combattants et parmi ceux qui se sont personnellement honorés dans la vie civile par leur conduite pendant la guerre ou dont les fils ont figurés sous les drapeaux.

ART. 13.

Il est créé dans chaque arrondissement judiciaire un Comité local au moins de douze membres, nommé par arrêté royal et élus ou désignés dans les limites de l'arrondissement comme les membres du Comité central. Les Comités locaux

De hoogerstaande voorschriften zijn niet toepasselijk op de overeenkomsten ter kosteloze of bezwarende verkrijging van onroerend goed in eigendom, vruchtgebruik of genot.

De plakbrieven van het Fonds zijn vrij van zegelrecht.

ART. 11.

Het Fonds heeft de portvrijheid voor alle van een Comiteit uitgaande briefwisseling, evenals voor alle briefwisseling tot den voorzitter van een Comiteit.

ART. 12.

Het beheer van het Fonds wordt toevertrouwd aan een Algemeen Middencomiteit van 30 leden, benoemd bij Koninklijk besluit.

De helft van dit Middencomiteit wordt gekozen door de strijders van allen graad die onder de wapens geweest zijn op onverschillig welk oogenblik tusschen den 1^{sten} Augustus 1914 en den 11^{sten} November 1918. De andere helft der leden van het Middencomiteit wordt aangesteld door den Minister van Landsverdediging en uitsluitend genomen uit de oud-strijders en onder hen, die zich persoonlijk hebben onderscheiden in het burgerlijk leven, door hun gedrag onder den oorlog of wier zonen onder de wapens geweest zijn.

ART. 13.

In ieder rechterlijk arrondissement wordt er een plaatselijk Comiteit tot stand gebracht van ten minste 12 leden, benoemd bij koninklijk besluit en gekozen of aangesteld binnen de grenzen van het arrondissement, zooals de leden

statueront sur les demandes d'indemnité introduites par les anciens combattants domiciliés dans l'arrondissement.

ART. 14.

Les statuts de la Fondation, le fonctionnement du Comité central et celui des Comités locaux, leur mode d'élection et de désignation, la procédure à suivre pour réclamer la réparation du préjudice subi par les anciens combattants, la modalité de liquidation des indemnités, le contrôle des sommes attribuées par l'Etat à la Fondation et généralement toutes les dispositions propres à assurer le fonctionnement de la Fondation, sont réglées par arrêté royal.

ART. 15.

La Fondation Nationale des Combattants de la Guerre 1914-1918 sera dissoute par arrêté royal après achèvement de sa mission.

L'arrêté règlera la liquidation de l'établissement.

Donné à Bruxelles, le 26 juillet 1920.

van het Middencomiteit. De plaatselijke comiteiten beslissen over de aanvragen om vergoeding ingediend door de oud-strijders die in het arrondissement verblijven.

ART. 14.

De standregelen van het Fonds, de werkwijze van het Middencomiteit en deze der plaatselijke comiteiten, hunne wijze van verkiezing en van aanduiding, de te volgen rechtspleging om het goedmaken van de door de oud-strijders ondergane schade aan te vragen, de uitbetalingswijze der vergoedingen, het toezicht over de door den Staat aan het Fonds toegekende sommen en, over 't algemeen, al de schikkingen van aard om de werking van het Fonds te verzekeren, worden geregeld bij koninklijk besluit.

ART. 15.

Het Nationaal Fonds voor de strijders van den Oorlog 1914-1918 zal ontbonden worden bij koninklijk besluit wanneer zijne opdracht ten einde zal zijn.

Het besluit dient de liquidatie der inrichting te regelen.

Gegeven te Brussel, den 26^e Juli 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense Nationale,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Landsverdediging,

P. E. JANSON.

ANNEXE I.

Mesures prises jusqu'à présent en faveur des Anciens Combattants et charges qui en résultent pour le Trésor.

Les données qui vont suivre ont été établies avec la plus grande approximation possible. Les données exactes ne seront connues que dans un avenir assez éloigné, car tous les jours des modifications sont apportées aux instructions existantes, des nouveaux ayants-droit se font connaître, des situations sont révisées, etc...

Indemnité de démobilisation.

Elle comporte une somme fixe de 100 francs, majorée de 25 francs par année de service accomplie en temps de guerre.

La totalité de ces allocations est donnée à tous ceux qui, à un titre quelconque, ont fait partie de l'armée au 1^{er} août 1914 (présents à l'armée de campagne ou à l'arrière, internés, prisonniers sauf ceux réformés, pensionnés ou placés en congé sans solde).

Elle intéresse donc :

a) Environ 240,000 hommes qui ont été présents constamment sous les armes, entraînant une dépense de 54 millions (soit 225 francs par homme).

b) Environ 60,000 hommes qui ont été présents sous les armes pendant la moitié du temps, soit deux ans, nécessitant une dépense de 9 millions (soit 150 francs par homme).

Soit une dépense totale pour l'indemnité de démobilisation de 63 millions.

Indemnité d'habillement.

Elle est de 200 francs et a été payée à la totalité des hommes qui se sont trouvés sous les armes au moment de la démobilisation (prisonniers et internés compris) sauf ceux qui étaient en sursis et quelques militaires versés, sur leur demande, dans les groupements universitaires.

Soit un total de 300,000 hommes entraînant une dépense de 60 millions.

Congé avec solde.

Ce congé a été octroyé à tous ceux qui étaient présents au moment de l'armistice, ainsi qu'aux prisonniers et internés, soit un total d'environ 275,000 hommes occasionnant une dépense de 77 millions.

Soit 250,000 soldats à	270 francs,
25,000 caporaux à	285 id.
et 20,000 sous-officiers à	380 id.

Treizième mois.

A été octroyé à environ 273,000 hommes entraînant une dépense globale de 27 millions.

Allocations payées aux officiers.

Ceux-ci au nombre d'environ 11,300 ont touché une indemnité de sortie de campagne de 1,000 francs en moyenne plus un treizième mois de solde, d'une moyenne d'environ 330 francs. Soit une dépense totale de 15 millions; en outre, 2,500 officiers ou assimilés ont touché environ 660 francs pour indemnité de 30 jours d'allocation soit 1,500,000 francs; total: 16,500,000 francs.

Pécule.

Il y a environ 200,000 carnets de pécule à liquider d'un import moyen de 250 francs soit 50 millions francs.

Rappel de solde aux prisonniers et internés.

Les prisonniers et internés ont perçu, lors de leur rentrée en Belgique, le rappel de la solde ordinaire (sans supplément de solde) ainsi que les hautes paies afférentes aux chevrons d'ancienneté, de front et à la décoration militaire pour toute la durée de la captivité ou de l'internement.

Les militaires prisonniers ont en outre reçu, lors de leur rapatriement, une indemnité de 30 francs.

Pour mémoire, il est à noter que les familles de ces militaires ont perçu, durant toute la guerre, les indemnités de rémunération de milice.

Les internés et les prisonniers ont ainsi touché une allocation journalière moyenne de fr. 0.35 pour le soldat et de fr. 2.50 pour le sous-officier; soit une somme globale d'environ 528 francs et 3,750 francs respectivement pour le soldat et le sous-officier internés et 573 francs et 3,800 francs respectivement pour le soldat et le sous-officier prisonniers.

Dépenses.*Internés :*

30,000 soldats	×	1,500 jours	×	fr. 0.35	=	15,750,000 francs
2,000 sous-officiers	×	1,500 id.	×	2.50	=	7,500,000 id.

Prisonniers :

37,000 soldats	×	1,500 id.	×	0.35	=	19,425,000 francs
3,000 sous-officiers	×	1,500 id.	×	2.50	=	11,250,000 id.
40,000 hommes	×	50 francs			=	2,000,000 id.

TOTAL . . . 55,925,000 francs.

Tous ces militaires ont touché en outre les indemnités de démobilisation, d'habillement et de congé avec solde.

Conformément à l'instruction sur le service des prisonniers de guerre, article 32, les prisonniers de guerre ennemis (faits prisonniers par l'armée belge) en-dessous du grade d'officier reçoivent la solde journalière de soldat de 2^{me} classe d'infanterie.

Nos prisonniers en Allemagne devaient donc être mis logiquement sur le même pied.

La solde journalière du soldat de 2^{me} classe, déduction faite des frais à payer pour le ménage était au moment de la mobilisation comprise entre 12 et 13 centimes. C'est donc un maximum de 13 centimes par jour qui aurait dû être rappelé aux prisonniers internés; mais il leur a été payé une moyenne de 33 centimes par soldat ou caporal, 2,30 par sous-officier.

Il en résulte que les avantages réels accordés sous forme de rappels aux prisonniers et internés, lors de leur rapatriement se montent à environ 20 centimes (33 — 13) pour le soldat et fr. 2,35 (2,30 — 0,15) pour le sous-officier, soit un capital de 40 millions francs sur le total de 56 millions payés.

Dotation du combattant.

Elle est de 300 francs et est due à tout militaire de rang subalterne qui s'est trouvé sous les armes entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918. Elle est due aussi aux infirmières; en cas de décès du militaire, la dotation revient à la veuve ou aux orphelins. La dotation comprend en outre 100 francs pour chacun des enfants nés ou à naître, âgés de moins de 18 ans.

Les dépenses entraînées par cette dotation ne sont pas connues exactement parce que la liquidation est en cours; en outre, une partie ne sera liquidée qu'ultérieurement, au fur et à mesure que les combattants célibataires se marieront ou atteindront l'âge de 35 ans.

Nous pouvons, avec une grande approximation, nous baser sur les données suivantes :

La dotation intéresse un total d'environ 334,000 hommes à répartir comme suit : 364,000 moins 8,000 devenus officiers et 22,000 sursitaires.

a) 150,000 mariés et veuves et 50,000 célibataires de plus de 35 ans qui perçoivent la dotation immédiatement; supposons que chaque ménage comprenne en moyenne 2 enfants.

Il en résulte une dépense immédiate globale de 90 millions;

b) 134,000 célibataires de 29 ans en moyenne (en 1919).

Supposons que 1/3 ne se marient pas avant 35 ans ou meurent avant cet âge sans s'être mariés :

$$300 \times 13,000 \times 6 = 23,400,000 \quad 300 \times 13,000 \times \frac{D 35}{D 29} = 13,000 \times \frac{23,050.95}{30,373.49} \times 300$$

$$12,900,000 \times 0,758,258 = 9,781,580.20.$$

Les $\frac{2}{3}$ restant, soit environ 90,000 se marient entre 29 et 35 ans et touchent^t au moment du mariage (en moyenne à 32 ans) :

$$90,000 \times V^3 \times 300 = 90,000 \times 0,88,996,3, \times 300 = 24,000,000.$$

Ils auraient chacun en moyenne deux enfants dans cinq ans soit :

$$180,000 \times V^5 \times 100 = 180,000 \times 0,821,927,1 \times 100 = 14,794,688$$

soit 9,784,580.20

24,000,000.00

14,794,688.00

48,576,268.20. Total de la dotation (calculé au taux de 4 p. c.) qui, avec les 90 millions déjà payés donnent un total de 138 millions.

Rente pour chevrons de front.

Elle est de 100 francs pour le 1^{er} chevron et de 50 francs pour chacun des chevrons suivants.

Cette rente est payée à 50 ans à ceux qui sont porteurs de 5 à 8 chevrons et à 55 ans à ceux qui sont porteurs de 1 à 4 chevrons.

Le nombre d'ayants-droit peut être estimé comme suit :

1° 90,000 militaires ayant droit à 8 chevrons et comprenant ceux qui ont fait partie en permanence de l'armée de campagne, les tués, un certain nombre de militaires détachés d'office à l'arrière, en traitement dans les hôpitaux, à l'arrière par suite de blessures et dont tout ou partie du service passé en dehors de l'armée de campagne compte pour l'attribution des chevrons.

2° 100,000 militaires environ ayant de 5 à 7 chevrons, soit une moyenne de 6 chevrons.

3° 60,000 militaires environ porteurs de 1 à 4 chevrons, soit une moyenne de 2 chevrons.

L'âge moyen du combattant est de 29 ans (en 1919); il y a environ 10,000 militaires mariés morts dont les veuves touchent déjà l'indemnité pour chevrons de front; environ 10,000 combattants vivants ont déjà atteint l'âge de 50 ou 55 ans et perçoivent donc la rente. La rente des militaires mariés est réversible sur la veuve ou les orphelins.

Tenant compte des conditions ci-dessus :

La valeur actuelle d'une rente viagère de 100 francs payable à 50 ans est de fr. 446.12.

La valeur actuelle d'une rente viagère de 100 francs payable à 55 ans est de fr. 292.93.

La valeur actuelle d'une rente viagère de 100 francs à la veuve ou aux orphelins est de 375 francs.

Nous en déduisons, par conséquent :

1° 90,000 militaires ayant 8 chevrons, bénéficiant donc à 50 ans d'une rente de 450 francs :

$$446.12 \times 4.5 \times 90,000 = 180,678,600 \text{ francs.}$$

2° 100,000 militaires ayant en moyenne 6 chevrons et bénéficiant à 50 ans d'une rente de 350 francs :

$$446.12 \times 3.5 \times 100,000 = 156,142,000 \text{ francs.}$$

3° 60,000 militaires ayant en moyenne 2 chevrons de front et bénéficiant à 55 ans d'une rente de 150 francs :

$$292.98 \times 1.5 \times 60,000 = 24,566,200 \text{ francs.}$$

4° Supposons que les $\frac{2}{3}$ des combattants soient mariés ou se marieront, le montant des capitaux représentant la rente réversible aux veuves et orphelins s'établit comme suit :

$$315 \times 4.5 \times 60,000 = 85,050,000$$

$$315 \times 3.5 \times 66,000 = 72,765,000$$

$$315 \times 1.5 \times 40,000 = 17,900,000$$

$$175,715,000$$

Soit pour l'ensemble de la rente pour chevrons de front un capital à placer immédiatement de 540 millions.

Reconstitution du foyer du militaire démobilisé.

Un crédit de 50 millions est prévu au budget de 1920. Des résultats obtenus jusqu'à présent, on peut conclure que ce crédit ne devra pas être sensiblement augmenté.

Rentes annuelles pour décoration aux militaires subalternes.

Elles sont de :

200 francs pour l'Ordre de Léopold

150 francs pour l'Ordre de la Couronne

100 francs pour l'Ordre de Léopold II

Ces rentes peuvent être cumulées.

Les veuves et orphelins touchent la moitié de ces rentes.

Nous pouvons compter 200 militaires qui ont l'ordre de Léopold, 200 qui ont l'ordre de la Couronne, 10,000 militaires vivants et 10,000 militaires mariés morts qui ont l'ordre de Léopold II.

Il en résulte une charge annuelle de 1,600,000 francs et un capital à placer immédiatement de 27,977,600 francs.

Rémunération de milice.

Tout ou partie de la rémunération de milice a continué à être payée aux démobilisés pendant les cinq mois suivant le licenciement ou le congédiement des intéressés; il en est résulté une dépense approximative de 30 millions.

Pensions des invalides.

Elles sont proportionnelles au degré d'invalidité et varient de 360 à 3 mille 600 francs. Des majorations de 150 à 1,500 francs peuvent être accordées aux invalides dépassant l'invalidité absolue; en outre, une indemnité spéciale de 500 à 3,600 francs peut être accordée à l'invalidé incapable de se livrer aux actes essentiels de la vie.

La pension d'invalidité est augmentée de 50 à 500 francs par an pour chaque enfant né ou à naître.

Un militaire qui serait dans la situation la plus malheureuse recevrait 8,700 francs de pension et s'il est père de trois enfants âgés de moins de 18 ans : 9,500 francs.

Les pensions d'invalidité sont cumulées avec les pensions d'ancienneté.

Il est impossible de déterminer actuellement, avec une approximation suffisante, les charges qu'entraîneront pour le Trésor, les pensions d'invalidité

Pour bon nombre, le pourcentage d'invalidité peut être encore révisé. D'autre part, le nombre de militaires qui demandent à bénéficier d'une pension d'invalidité augmente tous les jours.

Nous pouvons faire l'estimation comme suit : 34,800 invalides, âge moyen 29 ans, pourcentage moyen 40 %, pension moyenne 1,400 francs, à augmenter d'une certaine majoration pour enfants.

Il en résulte une charge annuelle globale de 58 millions, ce qui représente un capital de 912 millions environ, placé immédiatement, intérêts 4 %.

Pensions aux veuves et orphelins.

Elles varient de 1,500 francs pour la veuve ou les orphelins du soldat, à 2,025 francs pour la veuve et les orphelins de l'adjudant. Cette pension est majorée de 300 francs par enfant âgé de moins de 18 ans.

Avec la rente pour chevrons de front et la rente pour décorations, le minimum de la pension d'une veuve d'un soldat sans enfant est donc de 2,000 francs.

Il y a environ :

9,500 veuves, âge moyen 32 ans, charge annuelle : 16 millions.

5,500 orphelins, âge moyen 11 ans, charge annuelle : 2 millions.

Ces pensions entraînent une charge annuelle de 18 millions représentant un capital actuel de 309,541,000 francs.

Allocations aux parents, grands parents, frères et sœurs de moins de 1 ans.

A défaut de veuves ou d'orphelins, il est payé une allocation annuelle variant de 500 à 800 francs aux parents, grands parents, etc... des militaires tués ou disparus.

Données imprécises.

Charges annuelles, pour environ 13,000 ayants-droit connus jusqu'à présent ; pension moyenne 600 francs. Age moyen : a) des ascendants (parents ou grands parents) : 55 ans; b) des frères et sœurs : 10 ans : 7 1/2 millions représentant un capital immédiat de 118.123.000 francs.

Pension pour ancienneté.

La proportion des mises à la pension pour ancienneté a considérablement accru pendant la guerre. On peut estimer qu'il en résulte un accroissement de dépenses annuelles de 20 millions représentant un capital de 400 millions.

Plusieurs autres charges résultant de la guerre ont encore été assumées par le Trésor, telles la réduction de 75 % aux chemins de fer accordée aux invalides, une somme d'environ 4 1/2 millions versée à l'œuvre des invalides, une somme d'environ 52 millions répartie entre officiers et subalternes par l'œuvre « Aide et Protection ».

RÉCAPITULATION.

A. — Dépenses effectuées réellement jusqu'à présent.

Indemnité de démobilisation.	63 millions.
Indemnité d'habillement	60 id.
Congé avec solde	77 id.
Treizième mois	27 id.
Allocations aux officiers	16 1/2 id.
Pécule	50 id.
Rappel de solde aux prisonniers et internés . .	40 id.
Aide et protection aux familles de militaires . .	52 id.
Donis à l'Œuvre Nationale des Invalides de guerre.	4 1/2 id.
Reconstitution du foyer du militaire démobilisé .	50 id.
Dotation	90 id.
Rémunération de milice	30 id.
	560 millions.

B. — Rentes ou pensions grevant annuellement le budget

	Charge annuelle.	Capital subséquent calculé à 4 %.
Dotation	9 millions	48 millions environ.
Rente pour chevrons de front . .	variable	540 id. id.
Décorations	1,600,000	28 id. id.
Pensions pour invalidité	58 millions	913 id. id.
Pensions pour veuves et orphelins.	18 id.	310 id. id.
Pensions aux ascendants	5 id.	118 id. id.
Pensions pour ancienneté	20 id.	400 id. id.
Totaux	140 millions	2,352 millions environ.
	environ.	

ANNEXE II.

**Dénombrement, par catégorie, des effectifs qui ont été
mobilisés au cours de la guerre.**

Les statistiques mentionnent comme effectifs réellement inscrits sur les contrôles et ayant fait partie de l'armée entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918, les nombres de :

14,050 officiers ;
364,852 troupes (parmi lesquelles environ 8,000 sont devenus officiers) ;

Ces nombres se décomposent comme suit (officiers compris) :

150,000 effectifs permanents de l'armée de campagne.
6,000 malades, blessés, invalides, convalescents dans les hôpitaux ou établissements similaires.
20,000 ont fait partie des organismes de l'arrière, séjournant dans la zone comprise entre le front et Calais. Une partie du temps passé dans cette position compte pour l'attribution des chevrons de front.
55,000 ont fait partie des autres organismes de l'arrière.
40,000 ont été prisonniers en Allemagne.
32,000 ont été internés en Hollande.
34,000 sont morts ou disparus.
20,000 ont été placés en congé sans solde, ont été réformés ou placés en instance de réforme ou ont été pensionnés.
22,000 ont été placés en sursis d'appel.

Ci-après, un tableau donnant la répartition des effectifs à diverses époques de la campagne :

Dates.	Armée de campagne.		Armée de l'arrière.		Totaux.	
	Officiers.	Troupes.	Officiers.	Troupes.	Officiers.	Troupes.
1914						
6 août . . .	5,395	234,852	»	»	5,395	234,852
31 décembre .	3,337	93,117	2,100	80,000	5,437	173,117
1915						
31 décembre .	4,497	135,341	2,200	48,000	6,697	183,341
1916						
31 décembre .	4,762	146,349	2,306	55,000	7,068	201,349
1917						
31 décembre .	5,727	161,250	2,599	66,332	8,426	227,582
1918						
11 novembre .	5,796	141,173	2,800	85,000	8,596	226,173

Prisonniers en Allemagne	40,500.
Internés en Hollande	30,243.
Mobilisés au début de la guerre . .	234,852 + 5,395 officiers.
Appelés au cours de la guerre depuis la bataille de l'Yser	130,000 + 8,655 officiers.
TOTAUX DES MOBILISÉS	364,852 + 14,050 officiers.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 JULI 1920.

Wetsontwerp aangaande het tot stand brengen en de inrichting van het
Nationaal Fonds voor de strijders van den Oorlog 1914-1918.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Door het indienen van onderhavig wetsontwerp geeft de Belgische Regeering een blijk van haar innig verlangen ééns te meer de weergalooze diensten te erkennen welke de dapperheid van ons leger aan het Land heeft bewezen.

Zooals eene bijgaande tabel het nader aangeeft, zal gansch België zich reenschap geven van de zware uitgaven welke de Natie zich gehaast heeft te aanvaarden om op bijzondere wijze den glans van zekere medewerkingen nog luister bij te zetten en in zekere mate het nadeel te verminderen dat de oorlog heeft berokkend aan de strijders of aan hen die zij achtergelaten hebben.

Er valt op te merken dat België in dezen weg méér gedaan heeft dan hetzij welk ander land en dat nergens het gemeenschapsgevoel zoo ruim tot uiting is gekomen.

Het stichten van een « Nationaal Fonds voor de Oud-Strijders », volstrekt door hen bestuurd en begiftigd met groote voordeelen, welke de staat van voorspoed van het land en het gewicht van den te vervullen plicht jaarlijks zullen kunnen doen vaststellen; is de verwezenlijking van een initiatief dat bij geen ander volk te vinden is. Zooals zij is opgevat en zooals hare standregelen het nader zullen bepalen, kan deze inrichting, de oud-strijders beschermend bijstaan, twintig jaar lang, 't is te zeggen tot het oogenblik waarop er met reden mag gehoopt worden dat de droeve gevolgen van den oorlog, ten minste onder stoffelijk opzicht, zullen verdwenen zijn.

Anderzijds, zal de gestelde tijd overeenkomen met het oogenblik waarop de oud-strijders bijna allen de aan de frontstrepren verbonden rente zullen trekken.

Met aan de oud-strijders het werkelijk bestuur over te laten van de nieuwe inrichting, zal het Land zijn vertrouwen betoonen in hunne wijsheid en hunnen voorzorggeest.

Alle ingewikkelde en misschien met nuttelooze geschriften gepaarde administratieve tusschenkomst zal het vervangen door eene naarstige en ijverige werking der oud-strijders zelf, die enkel zullen bezorgd zijn om hunne broederlijke hulp te verleen aan hunne meest beproefde makers.

De stichting van het Fonds berust op den wil dat geen enkel strijder er mag toe komen de schade te dragen die hem door den oorlog werd toegebracht, indien deze schade een geheel andere oorzaak heeft dan het feit dat een Belgisch burger zich ruim vier jaar lang gansch aan de verdediging van zijn land heeft toegewijd. Werkplaats, veld of school verlaten om zijn Vaderland te dienen is een eertitel die op zijn eigen volstaat en waarvan niets en namelijk het toekennen van eene som geld, de verdienste kan verhoogen. Deze huldevorm ware ook tegenstrijdig met den geest zelf onzer soldaten, zooals de oorlog hem heeft doen schitteren voor de oogen der wereld, zoowel als met de hedendaagsche strekking die het mercenariaat verwerpt onder al zijne vormen.

De Natie zou echter niet kunnen dulden dat een verdediger van het land niet doelmatig beschermd werde, indien hij, in het burgersleven teruggekeerd, niet in een toestand moest verkeerén, ten minste gelijk aan dezen welken hij in vreedstijl genoot.

Zij zou niet langer onverschillig kunnen blijven voor het feit dat iemand, die zijnen plicht heeft gekweten, zonder zwakheid, zonder bijstand bleve om zijne verwoeste haardstede te herstellen, of zijne beproefde familie te ondersteunen. Dit zijn slagen van den oorlog waarvan de vrede den droeven last moet dragen die niet op den zegesoldaat mag drukken.

Hier heeft de gemeenschap voor plicht edelmoedig op te treden door het toekennen eener periodische begiftiging waarvan de verdeeling zal geschieden door toedoen van het nieuw Fonds, volgens de grondregelen welke het wetsontwerp invoert.

Andere ontwerpen, te danken aan de parlementaire tusschenkomst, hebben het licht gezien en hebben eene andere opvatting voor grondslag. Alle hebben zij het erg en hoofdzakelijk ongeluk van al de oud-strijders op denzelfden voet te plaatsen en hun een vooruit vastgestelde gelijke vergoeding toe te kennen, welke ook hun persoonlijk toestand weze.

Dit empirisch en al te eenvoudig stelsel zou tot de meest in 't oogspringende onrechtvaardigheid aanleiding geven. Moet het Land zijne beschermende hand uitstrekken over hen die nog altijd lijden door den oorlog, toch kan het er niet aan denken, in den moeilijken tijd dien wij beleven, een nieuw gedeelte zijner inkomsten af te staan aan hen die uit eigen krachten of in de natuurlijke hulp der hunnen de middelen vinden om waardig te leven. Voor 't heil van het Land is het deze laatsten hun plicht de opbrengst van hunnen arbeid nog te voegen bij de diensten welke de oorlog hun de eer heeft verschaft aan 't Vaderland te bewijzen. Ten slotte, deze ontwerpen, die tot zware gevolgen leiden, houden geen rekening met den staat onzer financies. Zoo zij werden aangenomen, zouden zij dadelijk een moeilijken en zelfs meest verwarden toestand teweegbrengen. Zij zouden het begrootingsevenwicht verbreken, zonder dat het, in den huidige economischen toestand, mogelijk weze zich de onmisbare bijinkomsten aan te schaffen door eene belasting of eene leening.

De oud-strijders zouden niet kunnen aannemen dat zij nu, na het Land te hebben gered ten prijze van zooveel heldenmoed en oppervvaardigheid, en in 't uur waarop alleen het vertrouwen in 't ideaal hunnen moed kwam versterken, door onbillijke eischen, het krediet van ons België en zijne langzame heropbeuring zouden in gevaar brengen.

De Minister van Landsverdediging,
P.-E. JANSON.

Projet de loi relatif à la création et à l'organisation de la Fondation nationale des combattants de la Guerre 1914-1918.

Wetsontwerp aangaande het tot stand brengen en de inrichting van het Nationaal Fonds voor de strijders van den Oorlog 1914-1918.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense Nationale.

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives.

ARTICLE PREMIER.

Il est institué une Fondation Nationale des Combattants de la Guerre 1914-1918.

ART. 2.

La Fondation Nationale a pour mission essentielle d'assurer la réparation du préjudice que la Guerre a pu causer aux anciens combattants. Cette réparation ne couvrira pas le dommage résultant uniquement du fait de la suspension du travail professionnel ou de l'arrêt dans les études. Par contre, elle sera accordée à ceux qui, du fait de leur éloignement du pays, n'auront pas retrouvé au retour une situation maté-

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers ingediend worden.

EERSTE ARTIKEL.

Er wordt een Nationaal Fonds voor de strijders van den Oorlog 1914-1918 ingericht.

ART. 2.

Het Nationaal Fonds heeft voor voornaamste opdracht het herstel te verzekeren van het nadeel dat de oorlog aan de oud-strijders heeft kunnen berokkenen. Dit herstel zal de schade niet vergoeden die alleen voortkomt uit het feit der onderbreking in hunne beroepsbezigheden of hunne studiën. Het zal daarentegen toegestaan worden aan hen die, uit hoofde van hun verblijf buiten het land, bij hunnen terugkeer, geen

rielle au moins égale à celle dont ils jouissaient avant le 1^{er} août 1914. L'indemnité allouée pourra être payée par fractions annuelles.

ART. 3.

La Fondation intervient au profit des anciens combattants qui, par suite de maladie, chômage, charges exceptionnelles de famille se trouveraient dans le cas de réclamer de la collectivité un droit de protection.

ART. 4.

La Fondation Nationale veille à l'application des lois et arrêtés élaborés en faveur des ex-combattants, elle crée ou encourage en faveur de ces derniers des organismes divers pouvant améliorer leur sort matériel et moral; elle prend ou provoque auprès du Gouvernement les mesures jugées utiles en faveur des anciens combattants.

ART. 5.

Afin de remplir sa mission, la Fondation Nationale reçoit, pendant vingt ans, à partir de l'année 1921, une dotation dont le montant annuel sera fixé par les Chambres. Cette dotation est pour l'année 1921 de cinquante millions.

ART. 6.

La Fondation Nationale des Combattants de la Guerre 1914-1918 jouit, à dater de l'approbation de ses statuts par arrêté royal, de la personnification ci-

stoffelijken toestand hebben wedergevonden ten minste gelijk aan dezen waarin zij vóór 1^a Augustus 1914 verkeerden. De toegestane vergoeding kan uitbetaald worden bij jaarlijksche gedeelten.

ART. 3.

Het Fonds biedt hare tusschenkomst aan ten voordeele der oud-strijders die ten gevolge van ziekte, werkeloosheid, buitengewone familielasten in 't geval zouden verkeerden om van de gemeenschap recht op bijstand te eischen.

ART. 4.

Het Nationaal Fonds let op de toepassing der wetten en besluiten welke ten voordeele der oud-strijders werden uitgevaardigd; het brengt tot stand en het steunt ten hunnen voordeele alle inrichtingen welke hun stoffelijk en zedelijk lot kunnen verbeteren; het neemt ten gunste der oud-strijders gepast geoordeelde maatregelen of het lokt deze uit vanwege de Regeering.

ART. 5.

Om zijne opdracht te vervullen ontvangt het Nationaal Fonds, twintig jaar lang, met ingang van 't jaar 1921, eene begiftiging waarvan het jaarlijksche bedrag door de Kamers zal vastgesteld worden. Voor het jaar 1921 bedraagt deze begiftiging vijftig millioen.

ART. 6.

Vanaf de goedkeuring zijner standregelen bij Koninklijk besluit bezit het Nationaal Fonds voor de strijders van den oorlog 1914-1918 de rechtsper-

vile dans les limites et sous les conditions déterminées par la présente loi.

ART. 7.

La Fondation Nationale des Combattants de la Guerre 1914-1918 a la capacité de faire tous les actes juridiques qui sont relatifs à l'accomplissement de sa mission légale.

ART. 8.

La Fondation ne peut toutefois posséder, en propriété ou autrement, d'autres immeubles que ceux nécessaires à l'accomplissement de sa mission, tels que locaux destinés à ses bureaux, à ses réunions, aux bibliothèques, coopératives, etc.

ART. 9.

Les donations entre vifs ou par testament au profit de la Fondation n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées conformément à l'article 910 du Code Civil.

L'arrêté qui autorisera, au profit de la Fondation, l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble sera compris fixera, s'il y a lieu, le délai endéans lequel l'immeuble devra être aliéné.

ART. 10.

Les actes et pièces généralement quelconques, relatifs à l'exécution du règlement organique de la Fondation, tous actes, certificats, copies et expéditions, délivrés à cette œuvre, sont exempts des droits de timbre et de greffe; ils sont enregistrés gratis, lorsqu'il y a lieu, à la formalité d'enregistrement.

soonlijkheid binnen de in onderhavige wet bepaalde perken en voorwaarden.

ART. 7.

Het Nationaal Fonds voor de strijders van den oorlog 1914-1918 is bevoegd om alle rechtelijke handelingen aangaande het volbrengen zijner wettelijke opdracht.

ART. 8.

Het Fonds mag echter, in eigendom of anders, geene onroerende goederen bezitten dan diegene die noodig zijn tot het volbrengen zijner opdracht, zooals lokalen voor zijne bureelen, vergaderingen, bibliotheken, samenwerkende inrichtingen, enz.

ART. 9.

De schenkingen onder levenden of bij uitersten wil hebben maar uitwissel voor zooveel zij de goedkeuring meedragen overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek.

Het besluit waarbij goedkeuring van het aanvaarden eener gift waarin een onroerend goed is begrepen, dient, zoo daartoe aanleiding bestaat, den datum te bepalen waarop het onroerend goed moet vervreemd worden.

ART. 10.

De akten en over 't algemeen onverschillig welke stukken betrekkelijk de uitvoering van het organiek reglement van het Fonds, alle akten, getuig- of bewijsschriften, afschriften en verzendingen aan dit werk afgeleverd, zijn vrij van zegel- en griffierechten; zij worden kosteloos geregistreerd wanneer er tot registratiepleegvorm aanleiding bestaat.

Les prescriptions ci-dessus ne s'appliquent pas aux contrats portant acquisition, à titre gratuit ou onéreux, d'immeubles en propriété, usufruit ou jouissance.

Les affiches de la Fondation sont exemptes du droit de timbre.

ART. 11.

La Fondation jouira de la franchise postale pour toute correspondance émanant d'un Comité, ainsi que pour toute correspondance envoyée à l'adresse du président d'un Comité.

ART. 12.

L'administration de la Fondation est confiée à un Comité central général de trente membres, nommés par arrêté royal.

La moitié de ce Comité central est élu par les combattants de tout grade, ayant figuré à un moment quelconque sous les drapeaux entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918. L'autre moitié des membres du Comité central est désignée par le Ministre de la Défense Nationale et choisie exclusivement parmi les anciens combattants et parmi ceux qui se sont personnellement honorés dans la vie civile par leur conduite pendant la guerre ou dont les fils ont figurés sous les drapeaux.

ART. 13.

Il est créé dans chaque arrondissement judiciaire un Comité local au moins de douze membres, nommé par arrêté royal et élu ou désigné dans les limites de l'arrondissement comme les membres du Comité central. Les Comités locaux

De hoogerstaande voorschriften zijn niet toepasselijk op de overeenkomsten ter kosteloze of bezwarende verkrijging van onroerend goed in eigendom, vruchtgebruik of genot.

De plakbrieven van het Fonds zijn vrij van zegelrecht.

ART. 11.

Het Fonds heeft de portvrijheid voor alle van een Comiteit uitgaande briefwisseling, evenals voor alle briefwisseling tot den voorzitter van een Comiteit.

ART. 12.

Het beheer van het Fonds wordt toevertrouwd aan een Algemeen Middencomiteit van 30 leden, benoemd bij Koninklijk besluit.

De helft van dit Middencomiteit wordt gekozen door de strijders van allen graad die onder de wapens geweest zijn op onverschillig welk oogenblik tusschen den 1^{sten} Augustus 1914 en den 11^{sten} November 1918. De andere helft der leden van het Middencomiteit wordt aangesteld door den Minister van Landsverdediging en uitsluitend genomen uit de oud-strijders en onder hen, die zich persoonlijk hebben onderscheiden in het burgerlijk leven, door hun gedrag onder den oorlog of wier zonen onder de wapens geweest zijn.

ART. 13.

In ieder rechterlijk arrondissement wordt er een plaatselijk Comiteit tot stand gebracht van ten minste 12 leden, benoemd bij koninklijk besluit en gekozen of aangesteld binnen de grenzen van het arrondissement, zooals de leden

statueront sur les demandes d'indemnité introduites par les anciens combattants domiciliés dans l'arrondissement.

ART. 14.

Les statuts de la Fondation, le fonctionnement du Comité central et celui des Comités locaux, leur mode d'élection et de désignation, la procédure à suivre pour réclamer la réparation du préjudice subi par les anciens combattants, la modalité de liquidation des indemnités, le contrôle des sommes attribuées par l'Etat à la Fondation et généralement toutes les dispositions propres à assurer le fonctionnement de la Fondation, sont réglées par arrêté royal.

ART. 15.

La Fondation Nationale des Combattants de la Guerre 1914-1918 sera dissoute par arrêté royal après achèvement de sa mission.

L'arrêté règlera la liquidation de l'établissement.

Donné à Bruxelles, le 26 juillet 1920.

van het Middencomiteit. De plaatselijke comiteiten beslissen over de aanvragen om vergoeding ingediend door de oud-strijders die in het arrondissement verblijven.

ART. 14.

De standregelen van het Fonds, de werkwijze van het Middencomiteit en deze der plaatselijke comiteiten, hunne wijze van verkiezing en van aanduiding, de te volgen rechtspleging om het goedmaken van de door de oud-strijders ondergane schade aan te vragen, de uitbetalingswijze der vergoedingen, het toezicht over de door den Staat aan het Fonds toegekende sommen en, over 't algemeen, al de schikkingen van aard om de werking van het Fonds te verzekeren, worden geregeld bij koninklijk besluit.

ART. 15.

Het Nationaal Fonds voor de strijders van den Oorlog 1914-1918 zal ontbonden worden bij koninklijk besluit wanneer zijne opdracht ten einde zal zijn.

Het besluit dient de liquidatie der inrichting te regelen.

Gegeven te Brussel, den 26^e Juli 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense Nationale,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Landsverdediging,

P. E. JANSON.

BIJLAGE I.

Maatregelen die tot nu toe werden getroffen ten voordeele der Oud-Strijders en Lasten die er uit volgen voor de Schatkist.

De verderstaande gegevens werden met de meest mogelijke benadering uitgewerkt. Het zal nog tamelijk lang duren vooraleer er juiste inlichtingen kunnen verstrekt worden, want de bestaande onderrichtingen worden alle dagen gewijzigd, nieuwe rechthebbenden maken zich bekend, toestanden worden herzien, enz.

Demobilisatievergoeding.

Zij bedraagt eene vaste som van 100 frank verhoogd met 25 frank per dienstjaar in oorlogstijd.

Alle deze tegemoetkomingen worden toegekend aan allen die, onverschillig in welke hoedanigheid, op 1 Augustus 1914 tot het leger behoorden (aanwezig bij het veldleger of achter 't front, geïnterneerden, gevangenen, met uitzondering van gereformeerden, gepensioneerden, óf met verlof zonder soldij geplaatsten).

Zij is dus betrekkelijk op :

(a) Ongeveer 240,000 mannen die onafgebroken onder de wapens geweest zijn, waardoor eene uitgave van 54 miljoen (t. t. z. 225 frank per man).

(b) Ongeveer 60,000 mannen die twee jaar lang, t. t. z. de helft van den duur, onder de wapens geweest zijn, waarvoor eene uitgave noodig is van 9 miljoen (150 frank per man).

Dus, alles bijeen, voor de demobilisatievergoeding, eene uitgave van *63 miljoen*.

Kleervergoeding.

Zij bedraagt 200 frank en werd uitbetaald aan al de mannen die op 't oogenblik der demobilisatie onder de wapens waren geweest (met inbegrip der gevangenen en der geïnterneerden) behalve zij die uitstel van dienst hadden bekomen en eenige militairen die, op eigen aanvraag, tot de hoogeschool-groepeeringsen waren overgegaan.

Dus in 't geheel 300,000 mannen, met eene uitgave van *60 miljoen*.

Verlof met soldij.

Dit verlof werd verleend aan allen die op 't oogenblik van den wapenstilstand onder dienst waren, evenals aan de gevangenen en de geïnterneerden, dus te zamen ongeveer 275,000 mannen en eene uitgave van *77 miljoen* :

T. t. z.	230,000 soldaten met	270 frank;
	25,000 korporaals met	285 id.
en	20,000 onderofficieren met.	380 id.

Dertiende maand.

Werd toegestaan aan ongeveer 275,000 mannen, waaruit eene ronde uitgave van 27 *millioen* is gevolgd.

Tegemoetkomingen voor de officieren.

Ten getalle van ongeveer 11,500. Zij hebben eene veldtochtnavergoeding getrokken van gemiddeld 1,000 frank plus eene dertiende maand soldij : gemiddeld 350 frank. Dus in 't geheel eene uitgave van 15 *millioen*; buitendien hebben 2,500 officieren of gelijkgestelden eene vergoeding getrokken van ongeveer 660 frank voor 30 dagen toekenningen, dus 1 1/2 *millioen*. In 't geheel: 16 1/2 *millioen*.

Spaargeld.

Er zijn ongeveer 200,000 spaarboekjes uit te betalen met een gemiddeld bedrag van 250 frank : dus 50 *millioen*.

Nabetaalde soldij aan gevangenen en geïnterneerden.

Bij hunnen terugkeer in België hebben de gevangenen en de geïnterneerden voor gansch den duur van de gevangenschap of de interneering hunne achterstallige gewone soldij getrokken (zonder bijsoldij, evenals de opsoldij en verbonden aan de dienst- en frontstrepen en aan het militair eereteken.

De in gevangenschap geweest zijnde militairen hebben buitendien, toen zij gerapatriëerd werden, eene vergoeding ontvangen van 50 frank.

Ter inlichting valt er aan te merken dat de families dezer militairen gansch den oorlog door de militievergelding hebben getrokken.

De geïnterneerden en de gevangenen hebben dus eene gemiddelde dagelijksche uitkeering ontvangen van fr. 0.35 voor den soldaat en fr. 2.50 voor den onderofficier, t. t. z. eene globale som van ongeveer 825 en 3,750 frank onderscheidenlijk voor den geïnterneerden soldaat en den onderofficier, en 575 en 3,800 frank onderscheidenlijk voor den gevangengehouden soldaat en den onderofficier.

Uitgaven.*Geïnterneerden :*

30,000 soldaten	×	1,500 dagen	×	fr. 0.35	=	15,750,000 frank.
2,000 onder-officieren	×	1,500 id.	×	2.50	=	7,500,000 id.

Gevangenen :

37,000 soldaten	×	1,500 dagen	×	fr. 0.35	=	19,425,000 frank.
3,000 onder-officieren	×	1,500 id.	×	2.50	=	11,250,000 id.
40,000 mannen	×	50 frank			=	2,000,000 id.

TOTAAL . . 55,925,000 frank.

Al deze militairen hebben bovendien getrokken de demobilisatie- en de kleérvergoedingen en deze voor verlof met soldij.

Overeenkomstig de onderrichting op den dienst der krijgsgevangenen, artikel 32, ontvangen de vijandelijke krijgsgevangenen (door 't Belgisch leger genomen) beneden den graad van officier de dagelijksche soldij van soldaat van 2^e klasse der infanterie.

Logiekshalve moesten onze gevangenen in Duitschland dus op denzelfden voet geplaatst worden.

De dagelijksche soldij van den soldaat van 2^e klasse, na aftrek der keukenkosten, schommelde op 't oogenblik der mobilisatie tusschen 12 en 13 centiemen. De aan de gevangenen en geïnterneerden nabetaalde soldij moest dus niet hooger reiken dan 13 centiemen daags; doch er werd hun uitbetaald gemiddeld 33 centiemen per soldaat of korporaal, fr. 2.50 per onderofficier.

Hieruit volgt dat er aan de gevangenen en de geïnterneerden, toen zij gerapatriëerd werden, onder vorm van nabetaling, een tastbaar voordeel werd verleend van ongeveer 20 centiemen (33 — 13) voor den soldaat, en fr. 2.33 (2.50 — 0.13) voor den onderofficier, dus een kapitaal van 40,000,000 frank, op de volle uitbetaalde som van 56 millioen.

Begiftiging voor den strijder.

Zij bedraagt 300 frank en is verschuldigd aan iederen militair van lagere rang die onder de wapens is geweest tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en den 11^{en} November 1918. Zij is ook verschuldigd aan de ziekenverpleegsters; ingeval van overlijden van den militair komt de begiftiging toe aan de weduwen of de weezen. De begiftiging begrijpt bovendien 100 frank voor ieder der geboren of ter wereld te komen kinderen beneden 18 jaar.

De uitgaven wegens deze begiftiging zijn niet juist gekend omdat de uitbetaling in gang is, een deel ervan zal, buitendien, maar later vereffend worden, naarmate dat de ongehuwde strijders zullen trouwen of den ouderdom van 33 jaar bereiken.

Wij kunnen op dicht benaderende wijze voortgaan op de hieronderstaande gegevens :

De begiftiging is betrekkelijk op ongeveer 334,000 mannen in 't geheel, te verdeelen zooals volgt : 364,000 min 8,000 die officier geworden zijn en 22,000 uitgestelden.

a) 150,000 gehuwden en weduwen en 50,000 ongehuwden ouder dan 33 jaar die de begiftiging onmiddellijk trekken; laat ons onderstellen dat ieder huisgezin gemiddeld 2 kinderen heeft.

Hieruit volgt onmiddellijk eene globale uitgaaf van 90 millioen.

b) 134,000 ongehuwden gemiddeld 29 jaar oud (in 1919).

Ondersteld dat 1/3 niet in 't huwelijk treden vóór 33 jaar of vóór dien ouderdom sterven zonder getrouwd te zijn :

$$300 \times 43,000 \times \frac{2}{3} = 300 \times 43,000 \times \frac{D 33}{D 29} = 43,000 \times \frac{23,030.98}{30,373.49} \times 300$$

$$12,900,000 \times 0,758,258 = 9,781,580.20.$$

De overige $\frac{2}{3}$, zegge ongeveer 90,000, trouwen tusschen 29 en 33 jaar, en trekken op 't oogenblik van het huwelijk (gemiddeld op 32 jaar) :

$$90,000 \times \sqrt{3} \times 300 = 90,000 \times 0,889\,965 \times 300 = 24,000,000.$$

Binnen vijf jaar zouden zij ieder gemiddeld twee kinderen hebben, dus :

$$180,000 \times \sqrt{3} \times 100 = 180,000 \times 0,821,9274 \times 100 = 14,794,688,$$

dus :

9,781,580.20
24,000,000.00
<u>14,794,688.00</u>

48,576,268.20 — Totaal der begiftiging (berekend tegen $\frac{1}{4}\%$ die met de reeds uitbetaalde 90 miljoen een totaal geven van 138 miljoen.

Frontchevrons-rente.

Zij bedraagt 100 frank voor den eersten chevron en 50 frank voor ieder der volgende strepen.

Deze rente wordt uitgekeerd op 50 jaar aan hen met 5 tot 8 strepen en op 55 jaar aan degenen die drager zijn van 1 tot 4 chevrons.

Het aantal rechthebbenden kan volgenderwijze geschat worden :

1° 90,000 militairen die recht hebben op 8 strepen en waartoe behooren zij die onafgebroken bij het veldleger gebleven zijn, de gesneuvelden, een zeker aantal militairen ambtshalve achter 't front afgezonden, ter verpleging, in de hospitalen, achter 't front, ten gevolge van kwetsuren en voor wie gansch de dienst of een gedeelte van den buiten 't veldleger doorgebrachten diensttijd telt om het toekennen der chevrons;

2° Ongeveer 190,000 militairen met 5 tot 7 strepen, dus gemiddeld met 6 strepen;

3° Ongeveer 60,000 militairen met 1 tot 4 chevrons, dus gemiddeld met 2 strepen.

De gemiddelde ouderdom van den strijder is 29 jaar (in 1919); ongeveer 40,000 gehuwde militairen zijn overleden en hunne weduwen trekken reeds de frontchevrons-vergoeding; ongeveer 10,000 in leven zijnde strijders hebben reeds den ouderdom bereikt van 50 of 55 jaar en trekken dus de rente. De rente der gehuwde militairen valt over op de weduwe of de weezen.

Mits rekening te houden met de hoogerstaande gegevens, is de huidige waarde eener levenslange rente van 100 frank, uitkeerbaar op 50 jaar, fr. 446 12.

De huidige waarde eener levenslange rente van 100 frank, uitkeerbaar op 55 jaar, is fr. 292.98.

De huidige waarde eener levenslange rente van 100 frank voor de weduwe of de weezen is 315 frank.

Daaruit besluiten wij, diensvolgens :

1° 90,000 militairen met 8 strepen die dus op 50 jaar eene rente trekken van 450 frank :

$$444.12 \times 4.5 \times 90,000 = 180,678,600 \text{ frank.}$$

2° 100,000 militairen met gemiddeld 6 chevrons en die op 50 jaar eene rente trekken van 330 frank :

$$446.12 \times 3.3 \times 100,000 = 136,142,000 \text{ frank.}$$

3° 60,000 militairen met gemiddeld 2 frontstrepen en die op 55 jaar eene rente trekken van 50 frank :

$$292.98 \times 1.5 \times 60,000 = 24,366,200 \text{ frank.}$$

4° Laat ons onderstellen dat $\frac{2}{3}$ der strijders gehuwd zijn of zullen trouwen, het bedrag der kapitalen noodig tot de rente voor de weduwen en weezen wordt volgenderwijze bekomen :

$$313 \times 4.5 \times 60,000 = 85,030,000$$

$$313 \times 3.3 \times 66,000 = 72,765,000$$

$$313 \times 1.5 \times 40,000 = 17,900,000$$

$$175,715,000$$

Dus alles bijeen voor de frontchevrons-rente, een onmiddellijk te plaatsen kapitaal van 540 millioen.

Herstel der haardstede van den gedemobiliseerden militair.

In de begrooting voor 1920 is een krediet voorzien van *50 millioen*. Uit de tot nu toe bekomen uitslagen kan men besluiten dat dit krediet niet merkelyk zal dienen opgevoerd.

Jaarrenten wegens eereteekens aan de lagere militairen.

Zij bedragen :

200 frank voor de Leopoldsorde;

150 frank voor de Kroonorde;

100 frank voor de Orde van Leopold II.

Deze renten kunnen tegelyk getrokken worden.

De weduwen en weezen trekken de helft dezer renten.

Wij mogen 200 militairen rekenen die de Leopoldsorde hebben, 200 met de Kroonorde, 10,000 in leven zijnde militairen en 10,000 overleden gehuwde militairen die de orde van Leopold II bezitten,

Hieruit volgt een jaarlyksche last van *1,600,000 frank* en een onmiddellijk te plaatsen kapitaal van *27,977,600 frank*.

Militievergelding.

Gansch of een gedeelte der militievergelding is voortbetaald gebleven aan de gedemobiliseerden gedurende de vijf maanden na de ontslaging of de afdanking der belanghebbenden; daaruit is eene uitgave gevolgd van ongeveer *30 millioen*.

Pensioen der invaliden.

Zij staan in verhouding met den invaliditeitsgraad en verschillen tusschen 360 en 3,600 frank. Verhoogingen van 130 tot 1,500 frank kunnen worden verleend aan de invaliden die de volle invaliditeit overtreffen; bovendien, kan eene bijzondere vergoeding van 300 tot 3,600 frank toegekend worden aan den invalide, die onbekwaam is om de noodzakelijke levensverrichtingen te vervullen.

Het invaliditeitspensioen wordt verhoogd met 30 tot 500 frank per jaar voor ieder geboren of ter wereld te komen kind.

Een militair, die in den ongelukkigsten toestand zou verkeereren, zou 8,700 frank pensioen trekken en, indien hij vader is van drie kinderen beneden 18 jaar, 9,600 frank.

De invaliditeitspensioenen worden toegestaan te gelijk met de ouderdomspensioenen.

Het is voor 't oogenblik onmogelijk de lasten benaderend genoeg vast te stellen, welke de invaliditeitspensioenen voor de Schatkist zullen navoeren.

Voor een groot aantal kan het invaliditeits-tenhonderd nog herzien worden. Anderzijds, vermeerderd het aantal militairen, die een invaliditeitspensioen aanvragen, van dag tot dag.

Wij kunnen de volgende schatting doen :

34,500 invaliden-gemiddelde ouderdom 29 jaar; gemiddeld ten honderd 40 p. c.; gemiddeld pensioen 1,400 fr. op te voeren met zekere verhooging voor de kinderen. Daaruit volgte een jaarlijksche ronde uitgave van 58 *millioen*, wat een kapitaal vertegenwoordigt van ongeveer 912 *millioen*, onmiddellijk geplaatst, interest tegen 4 p. c.

Pensioenen voor de weduwen en weezen.

Zij schommelen tusschen 1,500 frank voor de weduwe of de weezen van den soldaat en 2,025 frank voor de weduwe en de weezen van den adjudant. Dit pensioen wordt verhoogd met 300 frank per kind, jonger dan 18 jaar.

Met de frontchevrons-rente en de rente wegens eere teekens bedraagt het kleinste pensioen eener kinderlooze soldaten-weduwe dus 2,000 frank.

Er zijn ongeveer :

9,500 weduwen, gemiddelde ouderdom 32 jaar, jaarlijksche last 16 *millioen*.

5,500 weezen, gemiddelde ouderdom 11 jaar, jaarlijksche last 2 *millioen*.

Deze pensioenen sleepen eene jaarlijksche uitgave na van 18 *millioen*, die thans een kapitaal vergt van 309,544,000 frank.

Tegemoetkomingen voor de ouders, grootouders, broeders en zusters beneden den ouderdom van 16 jaar.

Bij ontstentenis der weduwen en weezen, wordt er aan de ouders, grootouders, enz. der gesneuvelde of vermiste militairen eene jaarlijksche tegemoetkoming uitbetaald, gaande van 300 tot 800 frank.

Niet vaste gegevens.

Jaarlijksche lasten van ongeveer 13,000 tot nu toe gekende rechthebbenden, gemiddeld pensioen 600 frank. Gemiddelde ouderdom :

- a) Der verwanten in de opgaande lijn (ouders of grootouders) : 33 jaar ;
b) Der broeders en zusters : 10 jaar, 7,500,000 frank, dus een onmiddellijk kapitaal van 118,123,000 frank.

Ouderdomspensioen.

De verhouding der pensioenen wegens dienstouderdom is tijdens den oorlog aanzienlijk aangegroeid. Men mag schatten dat er eene vermeerdering der jaarlijksche uitgaven uit volgt van 20 millioen, waartoe een kapitaal van 400 millioen noodig is.

De Schatkist heeft nog verscheidene andere uit den oorlog volgende lasten op zich genomen, o. m. de vermindering van 75 % op de spoorwegen voor de invaliden ; eene som van ongeveer 4,500,000 frank gestort in het werk voor de invaliden ; eene som van ongeveer 52 millioen verdeeld onder officieren en militairen van lageren rang, door het werk « Hulp en Bescherming ». (Aide et Protection).

OVERZICHT.

A. — Wezenlijke uitgaven tot heden toe :

Demobilisatievergoeding	63	millioen.
Kleervergoeding	60	id.
Verlof met soldij	77	id.
Dertiende maand	27	id.
Tegemoetkomingen voor de officieren	16 $\frac{1}{2}$	id.
Spaarboekje	50	id.
Achterstallige soldij der gevangenen en geïnterneerden	40	id.
Hulp en bescherming aan de families van militairen	52	id.
Giften aan het Nationaal Werk voor de oorlogsinvaliden	4 $\frac{1}{2}$	id.
Herstel der haardstede van den gedemobiliseerden militair	50	id.
Begiftiging	90	id.
Militievergelding	30	id.
	560	millioen.

B. — Renten of pensioenen die alle jaren op de begrooting drukken.

	Jaarlijksche last.		Noodig kapitaal berekend aan 4 t. h.
Begiftiging	9 millioen	ongeveer	48 millioen.
Frontchevronsrente	veranderlijk	id.	540 id.
Eereteekens	1,600,000	id.	28 id.
Invaliditeitspensioenen	58 millioen	id.	913 id.
Pensioenen voor weduwen en weezen	18 id.	id.	310 id.
Pensioenen aan de verwanten in de opgaande lijn	5 id.	id.	118 id.
Dienstouderdomspensioenen	20 id.	id.	400 id.
Totalen ongeveer	140 millioen	ongeveer	2352 millioen.

BIJLAGE II.

**Opsomming, per categorie, der getalsterkten, die onder
den oorlog gemobiliseerd geweest zijn.**

De statistieken geven de volgende cijfers op als getalsterkten die wezenlijk op de naamlijsten ingeschreven staan, en die toebehoord hebben tot het leger, tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en den 11^{en} November 1918 :

14,050 officieren;

364,852 troepen (waaronder er ongeveer 8,000 officier geworden zijn).

Deze cijfers worden verdeeld als volgt (officiëren inbegrepen) :

150,000 bestendige getalsterkte van het veldleger;

6,000 zieken, gekwetsten, invaliden, herstellenden in de hospitalen of gelijkaardige inrichtingen.

20,000 hebben deel uitgemaakt van de diensten achter 't front, ingericht tusschen het front en Kales. Een deel van den in dezen stand doorgebrachten tijd tellt voor de toekenning der frontstrepen.

55,000 hebben deel uitgemaakt van de andere diensten achter 't front.

40,000 zaten gevangen in Duitschland.

50,000 waren geïnterneerd in Holland.

34,000 zijn overleden of vermist gebleven.

20,000 werden met verlof zonder soldij gezonden, gereformeerd of tot reforme voorgesteld, of gepensionneerd.

22,000 hebben uitstel van dienst bekomen.

Hieronder eene tabel waarin opgave der indeeling van de getalsterkten op verschillende stonden van den veldtocht :

Datums.	Veldleger.		Leger van het binnenland.		Totalen.	
	Officiëren.	Troepen.	Officiëren.	Troepen.	Officiëren.	Troepen.
1914						
6 ^{en} Augustus.	5,395	234,852	»	»	5,395	234,852
31 ^{en} December.	3,337	93,117	2,100	80,000	5,437	173,117
1915						
31 ^{en} December.	4,497	135,341	2,200	48,000	6,697	183,341
1916						
31 ^{en} December.	4,762	146,349	2,306	55,000	7,068	201,349
1917						
31 ^{en} December.	5,727	161,250	2,599	66,332	8,426	227,582
1918						
11 ^{en} November.	5,796	141,173	2,800	85,000	8,596	226,173

Gevangenen in Duitschland	40,500.
Geïnterneerden in Holland	30,243.
Gedemobiliseerden in 't begin van den oorlog	234,852 + 5,395 officieren.
Binnengeroepen onder den oorlog vanaf den slag bij den Yzer . .	130,000 + 8,655 officieren.
TOTALEN DER GEMOBILISEERDEN . .	364,852 + 14,050 officieren.
